

GUERRE FROIDE PSYCHOLOGIQUE

Les sciences de la domination mondiale



Les sciences de la communication, dont le développement a été piloté par la CIA à partir des années 50, ont constitué un instrument essentiel de la « guerre psychologique » menée contre les gouvernements pro-soviétiques et les pays susceptibles de basculer dans le camp communiste. En collaboration avec l'armée et les services secrets, les spécialistes du comportement ont contribué à collecter des informations sur « l'ennemi », à élaborer la propagande atlantiste, à prévenir des mouvements de libération hostiles à Washington, allant même jusqu'à conseiller les experts de la torture. Cette « alliance entre le savant et le politique » est à l'origine d'un dispositif encore utilisé afin de diffuser la voix de l'Amérique dans le monde.

page 2

Ukraine, la NED sur la défensive

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Dans un article

retentissant, diffusé par de nombreux médias électroniques, Patrick J. Buchanan reprend les informations que nous avons été les premiers à révéler sur la manipulation de la révolution ukrainienne par la NED/CIA. Il dénonce le retour aux ingérences des années 50 et demande la création d'une commission d'enquête du Congrès sur les agissements de la NED. Nadia Diuk, de la NED, prétend au contraire que la révolution ukrainienne est spontanée.

page 10

REPÈRE : 9 DÉCEMBRE 1893

Un attentat qui tombe à pic

Pour venger l'anarchiste Ravachol, guillotiné l'année précédente, Auguste Vaillant fait exploser une bombe à la Chambre des députés, le 9 décembre 1893 à Paris, sans faire de victimes. Profitant de l'émotion publique et s'appuyant sur la presse conservatrice, les parlementaires adoptent le 12 décembre des lois antiterroristes, dites « lois scélérates » : la presse voit ses libertés et ses garanties réduites à néant ; les délits d'opinion sont passibles de la correctionnelle ; les rassemblements ou associations interdits sont qualifiés d'associations de malfaiteurs ; toute propagande, littérature, manifestation et rassemblement anarchistes, même dans un lieu privé, sont purement et simplement interdits. « La liberté d'expression ne s'applique pas aux ennemis de la civilisation » tonne le banquier et futur président de la République, Casimir Perrier. ■



INSTRUMENTALISATION DE LA PAUVRETÉ ET DU FROID

Cet hiver, le coût moyen du chauffage aux États-Unis devrait augmenter de 24 % par rapport à l'année dernière. Cette hausse est moins imputable à celle du prix du pétrole qu'à la dérégulation du marché de l'énergie. Elle pèsera surtout sur les 12,5 % d'États-Uniens vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Simultanément, l'administration Bush a décidé de baisser à nouveau l'allocation spéciale de chauffage attribuée au 30 millions de foyers à faible revenu (sur 110 millions de foyers au total) ; soit une baisse de 23 % depuis la prise de fonction de George W. Bush.

Loin de provoquer un mécontentement contre le gouvernement, cette situation devrait conduire les pauvres à soutenir l'aventure irakienne en particulier et les guerres pétrolières en général. ■

Guerre froide psychologique

Les sciences de la domination mondiale

Les sciences de la communication, dont le développement a été piloté par la CIA à partir des années 50, ont constitué un instrument essentiel de la « *guerre psychologique* » menée contre les gouvernements pro-soviétiques et les pays susceptibles de basculer dans le camp communiste. En collaboration avec l'armée et les services secrets, les spécialistes du comportement ont contribué à collecter des informations sur « l'ennemi », à élaborer la propagande atlantiste, à prévenir des mouvements de libération hostiles à Washington, allant même jusqu'à conseiller les experts de la torture. Cette « alliance entre le savant et le politique » est à l'origine d'un dispositif encore utilisé afin de diffuser la voix de l'Amérique dans le monde.



À partir de 1945, les Présidents Harry Truman et Dwight Eisenhower institutionnalisent les agences de propagande mises en place durant la Seconde Guerre mondiale en leur assignant comme nouvelle mission de combattre l'Union soviétique et ses républiques populaires satellites. La stratégie générale élaboré par Truman et ses conseillers, nommée « *containment* », consiste à bloquer l'expansion du communisme en tentant notamment de contrôler les mouvements d'émancipation nationale susceptibles de mettre au pouvoir des

dirigeants pro-soviétiques. Ce projet ambitieux nécessite la collaboration d'experts capables de fournir des données géographiques, économiques, culturelles, psychologiques et sociologiques exploitables par l'armée et les services secrets. Dans ce contexte, certains spécialistes de « sciences » du comportement, dont certains ont déjà été sollicités contre le IIIe Reich, sont enrôlés dans les nouveaux services de propagande de la Guerre froide.

Dès novembre 1945, le général John Magruder propose de confier au service secret militaire un projet ambitieux de propagande « *en temps de paix* » basé sur l'apport des sciences humaines. Mais son initiative ne suffit pas à convaincre Truman qui décide le démantèlement de l'OSS [1] dirigé par « *Wild Bill* » Donovan, protégé de Roosevelt. Selon la même logique, le Bureau d'information de guerre (OWI) [2], accusé d'avoir favorisé la réélection de Roosevelt en 1944, est dissout. En janvier 1946, Truman installe le Groupe central de renseignement (CIG) qui devient l'Agence centrale de renseignement (CIA) quelques semaines plus tard. Les opérations inavouables - « *propagande, guerre économique, action directe préventive, sabotage, antisabotage, démolition, subversion contre les États hostiles, assistance aux mouvements de libération clandestins, guérilla, soutien des groupes indigènes combattant les pays ennemis du monde libre...* » sont confiées à l'OPC [3], dirigé par un ancien de l'OSS, Franck Wisner. En théorie, l'OPC dépend de la CIA ; en pratique Wisner, faiblement encadré par George Kennan, dispose d'une liberté d'action conséquente. Une partie notable des opérations de « *guerre psychologique* » est prise en charge par l'OPC. Wisner recrute dans ce cadre des savants afin de collecter des données, convertir des intellectuels « neutres » et bien entendu élaborer la propagande atlantiste.

Qu'est ce que la guerre psychologique ?

Les opérations psychologiques désignent un ensemble très large d'activités allant de la propagande radiodiffusée à la torture. Elles nécessitent des connaissances approfondies sur les populations visées. L'Armée de terre états-unienne, dans un document rédigé en 1948, définit ainsi la « *guerre psychologique* » : « [Elle] emploie des moyens physiques ou moraux autres que les techniques militaires orthodoxes, qui tendent à :

- a. Détruire la volonté et la capacité de combattre de l'ennemi.
- b. Le priver du soutien de ses alliés.
- c. Accroître au sein de nos troupes et de celles de nos alliés la volonté de vaincre.

La guerre psychologique emploie toute arme susceptible d'influencer la volonté de l'ennemi. Les armes sont psychologiques seulement par l'effet qu'elles produisent et non en raison de la nature des armes elles-mêmes. Ainsi, la propagande ouverte (blanche), secrète (noire) ou grise - subversion, sabotage, opérations spéciales, guérilla, espionnage, pressions politiques, culturelles, économiques et raciales - sont considérées comme des armes utilisables [dans le cadre de la guerre psychologique]. ». Afin de réaliser ce programme de « *guerre psychologique* », les services secrets recrutent des spécialistes des sciences du comportement aptes à inventer la propagande blanche « *simple, claire et répétitive* » et noire destinée à provoquer dans le camp de l'adversaire « *le trouble, la confusion... la terreur* ».

Projets Troy et Camelot

Le projet Troy consiste à mobiliser des chercheurs afin de définir les différents moyens disponibles pour diffuser la « Vérité » (la propagande états-unienne) derrière le Rideau de fer. L'objectif est de renforcer le dispositif *Voice of America* (VOA), un réseau de radiodiffusion créé par l'International Information Service (IIS), un organisme mis en place par Truman dans le but de remplacer l'OWI. *Voice of America* est une opération de propagande « blanche » ; son rôle est de promouvoir les États-Unis (« Démocratie », « *American way of life* », « Liberté » sont bien entendu les principaux leitmotiv du discours de VOA). À l'origine du projet Troy, James Webb, un conseiller du secrétaire d'État Dean Acheson, est un partisan précoce de la « guerre psychologique ». Il préconise le rapprochement entre des experts universitaires et le gouvernement.

Les scientifiques du projet Troy produisent un rapport dans lequel ils affirment que *Voice of America* ne suffira pas à percer le Rideau de fer. Face à cet échec relatif, ils préconisent d'autres moyens. Initialement, le projet Troy devait se focaliser sur la radiodiffusion et le largage de tracts en ballon. Dépassant les objectifs assignés par leurs mécènes - Air Force, Navy et probablement CIA -, les experts proposent d'autres canaux empruntables par la propagande « blanche » : échanges universitaires, publication de livres... et notent que l'information peut se propager par simple courrier, par l'intermédiaire de journaux professionnels et autres publications commerciales et industrielles. Cette étude est également accompagnée de recommandations pratiques très précises. Les membres du Projet Troy préconisent par exemple la centralisation des opérations de propagande. Suivant cet avis, Truman établit le Psychological Strategy Board, intensifie les études de la « société soviétique » (programme d'entretiens avec des dissidents) et favorise la création du CENIS [4] [5].

Cette première collaboration de grande envergure préfigure d'autres opérations du même type. L'Air Force commande dès 1950 un rapport sur la population coréenne. Wilbur Schramm (considéré comme le père-fondateur du paradigme de la communication de masse), John Ridley et Fredericks Williams sont chargés d'interroger des réfugiés anticomunistes afin d'élaborer une tactique de propagande en Corée. Cette étude aboutit à deux types de documents : des publications dans *Public Opinion Quarterly* (POQ), la revue officielle des partisans de la « guerre psychologique », un livre intitulé *The Reds Take a City* ainsi qu'un rapport secret destiné à l'Armée de terre.

Autre avatar de la « guerre psychologique », le Projet Camelot consiste, dans les années 60, à modéliser les processus de révolutions nationales dans les pays du Tiers-Monde afin de guider les opérations de contre-insurrection. Camelot illustre à la perfection l'intensification des relations entre les comportementalistes et les services secrets états-unien. Lancé en 1963, le projet, destiné à faciliter les interventions au Yémen, à Cuba et au Congo belge, doit en théorie permettre de prévoir et prévenir les risques de révolutions. Au Chili, des journaux de gauche dénoncent l'implication du gouvernement états-unien qui pilote Camelot par l'intermédiaire de l'Organisation de recherche des opérations spéciales (SORO). Le « plan d'espionnage yankee » échoue partiellement puisque les conclusions de l'étude seront vraisemblablement

utilisées par les services états-uniens pour renverser Allende et installer la junte du général Pinochet au Chili [6].

Enrôler les universitaires

L'entente entre une fraction d'universitaires et l'Armée de terre permet l'émergence d'une science nouvelle conçue comme un instrument pour les services secrets. Les sciences de la communication et le paradigme de « *la communication de masse* », financés par les crédits de l'Air Force, de la Navy, de la CIA, du Département d'État (...) apportent de nombreux éléments utiles afin d'élaborer une propagande efficace destinée à traverser le Rideau de fer selon différents canaux (tracts, radiodiffusion...). Le champ d'étude de la discipline est vaste : techniques de persuasion, mesures de l'opinion, interrogatoires, mobilisations politiques et militaires, propagation de l'idéologie...

Pour satisfaire la demande en données scientifiques, plusieurs centres sont financés :

- ▶ Bureau of applied social research (BASR) de Paul Lazarsfeld, installé à l'université de Columbia.
- ▶ Institute for International Social Research (IISR) de Hadley Cantril.
- ▶ Center for International Studies (CENIS) de Ithiel de Sola Pool (Institut technologique du Massachusetts) dont les fonds distribués par la Fondation Ford [7] proviennent en réalité de la CIA.
- ▶ Bureau of Social Science Research (BSSR) directement financé par la CIA qui désire améliorer les techniques d'interrogatoire. La torture est ainsi conçue comme un champ de recherche des sciences sociales [8]. À partir de la guerre de Corée, le BSSR, principal centre de recherche de la propagande « *noire* », est chargé de différentes études commandées par l'armée. Il s'agit notamment de déterminer les « *cibles et facteurs de vulnérabilité* » des populations d'Europe de l'Est en prenant soin de définir différents « *aspects de la violence psychologique* ». Concrètement, le BSSR produit des rapports sur les effets des techniques traditionnelles d'interrogatoire de prisonniers - électrochocs, coups, drogues... Ces études financées par la CIA (50% du budget total du centre) permettent ainsi la collecte de données, notamment à propos de populations vietnamiennes et africaines dans le but explicite de rendre plus efficace la torture [9].

Une revue : Public Opinion Quarterly

La revue *Public Opinion Quarterly* (POQ) est créée en 1937 par De Witt Poole de l'université de Princeton. Elle publie des articles de « *guerre psychologique* », notamment des publications de l'OWI, des études sur le moral des civils allemands durant la guerre, des essais sur l'entraînement des troupes, des réflexions sur la propagande de guerre... Certaines recherches semblent directement inspirées par les préoccupations des services secrets et les agences de propagande (sondages d'opinion en France et en Italie...).

Le conseil d'administration de la revue est composé de spécialistes enrôlés dans le plan psychologique de la CIA : Paul Lazarsfeld, Hadley Cantril, Rensis Likert,

De Witt Poole (qui deviendra plus tard le Président du National Committee for Free Europe).

L'étude des systèmes de communication des pays sous domination de l'Union soviétique ou susceptibles d'être conquis par des groupes communistes permet de recueillir des informations immédiatement utilisables par les stratèges de l'Armée de terre, ainsi que des indications parfois très précises sur les



Paul Lazarsfeld

modalités de propagation de la propagande « *blanche* » et des méthodes « *noires* » de diffusion de la terreur. Les sciences de la communication, conçues comme moyens de surveillance et de coercition, ont donc une vocation purement instrumentaliste.

Les sciences de la coercition contre le neutralisme

Le paradigme de la communication de masse, né du financement des services de la Guerre froide, s'insère dans un plan intellectuel plus vaste consistant à diviser la carte mondiale selon la logique manichéenne des stratèges états-uniens. Les thèses défendues par le patriarche de la discipline, Wilbur Schramm, mettent en perspective cette dimension minimaliste des sciences de la communication. Le système de Schramm (comme celui de Leo Strauss) repose sur l'antagonisme « *good guys / bad guys* » (les bons et les méchants). Ce principe moral (le communisme symbolisant le Mal et les États-Unis le Bien) est partagé par la plupart des intellectuels ou savants engagés aux côtés du gouvernement états-unien contre l'expansion de l'Union soviétique. Dans cette lutte manichéenne, le neutralisme apparaît nécessairement comme une preuve de trahison. Plus que convaincre les partisans du communisme, le combat intellectuel consiste à rallier les neutres. Au **Congrès pour la liberté de la culture**, les **New York Intellectuals** suivis par une foule de défenseurs européens de l'atlantisme comme **Raymond Aron** en France, désignent le neutralisme comme la cible majeure de « leur » entreprise. Les spécialistes de la communication œuvrent aussi pour ce plan général imaginé par la CIA et l'OPC. Daniel Lerner, dans un article publié par *POQ*, s'interroge sur les différents aspects du neutralisme et élabore un portrait type des individus appartenant à cette catégorie. À la question comment reconnaît-on un neutre ?, l'auteur répond : « *[Pour un neutre] le choix entre les États-Unis et l'URSS ne coïncide pas avec le choix entre la liberté et l'asservissement* ». Il distingue plusieurs symboles du neutralisme : « *Paix, sécurité, détente des relations internationales* ».

Au-delà des similitudes entre les lignes idéologiques de la « *guerre psychologique* » et du Congrès pour la liberté de la culture témoignant de la relative cohérence du plan imaginé par Wisner et les dirigeants de la CIA, on peut remarquer que les spécialistes de la « *manipulation de masse* » sont souvent des marxistes repentis. La carrière de Paul Lazarsfeld est de ce point de vue exemplaire. À la fin des années 20, celui qui deviendra l'un des principaux idéologues de la « *communication de masse* », est un socialiste actif. En France, il est proche de la SFIO et fréquente Léo Lagrange. En 1932, la Fondation

Rockefeller lui propose une bourse de deux ans afin d'étudier aux États-Unis. Considérant qu'il existe « *une correspondance méthodologique entre l'achat du savon et le vote socialiste* », il se fait connaître en écrivant des articles de marketing. Rapidement repéré par le gouvernement et les services secrets, il collabore à un programme de recherche sur les effets de la radiodiffusion (le Radio Research Program) financé par la Fondation Ford et fonde le BASR, principalement financé grâce aux contrats de l'armée et de la CIA. En 1951, il est nommé conseiller pour les Sciences sociales à la Fondation Ford ; il facilite ainsi la création d'un Institut d'études avancées en sciences sociales en Autriche et le lancement d'un programme d'échanges avec la Yougoslavie et la Pologne. Dans les années 60, il se voit confier des postes d'expert auprès de l'UNESCO et de l'OCDE [10]. Paul Lazarsfeld a donc rompu avec les réseaux socialistes pour incorporer les équipes scientifiques de la « *guerre psychologique* ». Il n'est pas le seul à avoir suivi ce parcours digne des New York Intellectuals [11]. Leo Lowenthal, l'un des principaux contributeurs de *POQ*, a lui aussi participé activement à l'élaboration de techniques « psychologiques » destinées à combattre ses anciens amis marxistes.

Le terrain scientifique des « comportementalistes » est l'étude des systèmes de communication des pays « à risque ». Rien d'étonnant donc au fait que l'histoire de la discipline soit étroitement liée aux conflits dans les quels sont ouvertement - Corée, Vietnam...- ou secrètement - Chili, Angola... - engagés les États-Unis durant la Guerre froide.

Actualités de la « guerre psychologique »

Le dispositif mis en place par Wisner a survécu à la Guerre froide. Parallèlement à l'enrôlement des « comportementalistes », la CIA a financé la création de nombreux centres de recherche internationale ou « area studies » avec pour objectif la production d'informations sur les zones géographiques « à risque ». Dès 1947, la **Fondation Carnegie** fournit les fonds nécessaire afin de lancer le Centre de recherche sur la Russie (Russian Research Center). A partir de 1953, l'un des principaux paravents de la CIA, la **Fondation Ford**, alimente 34 universités afin qu'y soient développées des recherches internationales. Ce projet n'est pas réservé aux États-Unis. La Fondation Rockefeller finance, en prenant soin de vérifier l'appartenance politique des chercheurs subventionnés, différents centres « Area studies » en France. La VIe Section de l'École pratique des hautes études, qui deviendra plus tard l'École des hautes études en sciences sociales (**EHESS**), accueille des équipes de chercheurs produisant des travaux sur la Chine, la Russie et d'autres régions ciblées par les services états-uniens. Les études internationales demeurent encore aujourd'hui l'une des préoccupations essentielles de l'EHESS.

De la même façon, Voice of America, le réseau de radiodiffusion de la propagande états-unienne, jouet favori des comportementalistes du Projet Troy, reste actif. La loi, votée en 1960 par le Congrès, promulguée en 1976 par le Président Ford, stipule : « *La communication directe [la propagande blanche] par radio avec les peuples du monde sert à long terme les intérêts des États-Unis (...). Les nouvelles de la VOA seront précises, objectives et complètes (...). La VOA présentera la politique des États-Unis de façon claire et efficace (!).* » Diffusées à partir de la station émettrice de Greenville (Caroline du Nord), les

émissions de VOA sont aujourd'hui destinées aux pays africains et semblent a priori servir de contrepois à l'influence française dans la région (VOA a d'ailleurs mis en place un service francophone en 1960). Clamant son indépendance, VOA achève ainsi sa charte : « *Dans le monde, et tout particulièrement en Afrique, la radio reste le principal moyen d'accès à l'information. Aujourd'hui comme hier (sic), notre objectif est de présenter des programmes composés d'informations fiables et sans parti pris, sur lesquelles nos auditeurs peuvent compter* ».

D'une manière générale, les sciences de la communication ont favorisé l'émergence d'une nouvelle forme de propagande de guerre adaptée à la Guerre froide, c'est-à-dire, non pas conçue pour un affrontement classique, mais à la fois pour la bataille idéologique Est/Ouest et pour les conflits de basse intensité qui ont été développés dans le Tiers-Monde.

En 2001, l'administration George W. Bush a réactivé l'ensemble des dispositifs de la Guerre froide, non plus pour lutter contre l'Union soviétique, mais pour imposer un Nouvel Ordre mondial. Depuis les attentats du 11 septembre, cette réactivation est justifiée par les besoins de la « guerre au terrorisme ». Dans ce contexte, la CIA a réinvesti les universités. Le directeur des recherches scientifiques de l'agence, John Philips, a pris le contrôle du Rochester Institute of Technology ; Micheal Crow, sous-directeur de la société d'économie mixte de la CIA dans le domaine informatique, est devenu recteur de l'université d'Arizona ; tandis que Robert Gates (ex-patron de la CIA sous Bush père) dirige maintenant la Texas A&M University.

Denis Boneau

[1] L'OSS, Office of Strategic Services) est un service secret de renseignement et d'action extérieure, mis en place pendant la Guerre mondiale. Il a employé des savants en sciences sociales comme Herbert Marcuse ou Margaret Mead.

[2] L'Office of War Information était dirigé par Elmer Davis.

[3] L'OPC (Office of Policy Coordination) est la structure gérant le réseau « stay-behind ». Voir « [Stay-behind, les réseaux d'ingérence américains](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[4] Alan Needell, « Project Troy and the Cold war annexation », in *Universities and Empire, Money and politics in the social sciences during the Cold war*, The New Press, 1998.

[5] Le Center for International Studies (CENIS) est un département du célèbre MIT (Massachusetts Institute of Technology) dirigé par Max Millikan.

[6] Ellen Herman, « Project Camelot and the Career of Cold War Psychology », *ibid.*

[7] « [La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA](#) », *Voltaire*, 5 avril 2004.

[8] « [Les manuels de torture de l'armée des États-Unis](#) » par Arthur Lopic, *Voltaire*, 26 mai 2004.

[9] Christopher Simpson, *Science of Coercion, Communication Research and Psychological Warfare, 1945-1960*, Oxford university press, 1994.

[10] Michael Pollack, « Paul Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 25, janvier 1979.

[11] « Les New York Intellectuals et l'invention du néo-conservatisme » par Denis Boneau, *Voltaire*, 26 novembre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Ukraine, la NED sur la défensive

Analyse

Dans un article retentissant, diffusé par de nombreux médias électroniques (*WorldNetDaily*, *AntiWar* etc.), Patrick J. Buchanan reprend **les informations que nous avons été les premiers à révéler** sur la manipulation de la révolution ukrainienne par la NED/CIA et qui ont été abondamment étayées depuis par le quotidien britannique, *The Guardian*. L'ancien candidat conservateur à la présidence des États-Unis, dénonce le retour aux ingérences des années 50 et demande la création d'une commission d'enquête du Congrès sur les agissements de la NED.

Montant au créneau pour éteindre cet incendie, Nadia Diuk, directrice de programme de la NED, affirme dans le *Christian Science Monitor* que son organisation s'est contentée de favoriser l'expression d'un désir de liberté.

Dans un entretien qu'elle a accordé au *Monde*, Salomé Zourabichvili, actuelle ministre des Affaires étrangères de Géorgie et ex-représentante de la France à l'OTAN, se félicite de la révolution orange en Ukraine qui permet à la Géorgie de ne plus être la seule démocratie de la région. La Russie va devoir se faire à l'idée de la démocratisation du bassin de la mer Noire.

Mais ce beau discours est démenti par Tinatin Kidasheli dans l'*International Herald Tribune*. La présidente de l'association des avocats géorgiens, qui participa activement à la révolution de la Rose, étale sa déception. Ceux qui, comme elle, espéraient beaucoup en chassant le président Chevardnadze, n'ont rien gagné avec le régime de Saakashvili. En fait de démocratisation, le nouveau président a modifié la constitution pour museler le Parlement, puis il a imposé la censure et fait fermer trois stations de télévision. La Rose a fané, conclut-elle, et les Ukrainiens devraient se montrer prudents et exigeants face aux évolutions qu'on leur prépare.

Le député atlantiste turc Kemal Dervis relève dans *Le Figaro* que les questions posées par l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et par le Traité constitutionnel sont en réalité des questions essentielles posées dans des circonstances particulières. De toute manière l'Union devra y répondre et la poursuite de cette aventure est déjà garantie par le soutien que lui apporte la majorité des jeunes Européens.

On retrouve là le discours manichéen des architectes atlantistes de l'Union depuis le Plan Marshall : " l'aventure européenne " est présentée comme un développement linéaire et inéluctable conduisant à un avenir radieux. Aucun choix politique n'est possible pour orienter ce développement, hormis le retour aux nationalismes étriqués qui produisirent deux guerres mondiales. Bref, il faudrait se couler dans le sens unique de l'Histoire ou revenir aux heures sombres de l'Europe.

Avinoam Bar-Josef, directeur du Jewish People Policy Planning Institute, prend la défense de Marwan Barghouti dans *Ha'aretz*. Tout en condamnant fermement ses actions violentes, il lui reconnaît légitimité, autorité et intégrité. Dès lors, il considère qu'il est en capacité de devenir le Mandela palestinien et doit donc être pris en considération. Cette tribune honore son auteur, qui fait preuve là d'une hauteur de vue digne d'un De Klerk.

Enfin, Michaël Chetrit, chargé de mission au B'nai B'rith, propose dans *Le Figaro* de créer une autorité indépendante européenne de l'audiovisuel. Celle-ci aurait compétence pour tous les modes de diffusion audiovisuel, y compris l'internet, et disposerait de pouvoirs judiciaires. On pourrait ainsi censurer Al Manar et ses consœurs arabes au nom de la lutte contre l'antisémitisme. Cette proposition, énoncée au nom de bons sentiments consensuels, se fonde sur un jugement inéquitable (aucun tribunal européen n'a à ce jour condamné Al Manar, ni ses consœurs, pour quelque forme que ce soit d'incitation à la haine ou à la discrimination), et débouche sur une remise en cause de la liberté d'expression, préalable à tout fonctionnement démocratique. Force est de constater que ceux qui accusent l'ensemble de la chaîne Al Manar d'antisémitisme (et pas seulement un épisode d'une série diffusée par la chaîne) la diffament ; et que cette campagne a pour véritable objectif, non pas de lutter contre l'antisémitisme, mais de censurer les opinions antisionistes. De fil en aiguille, les promoteurs de cette campagne, y compris le B'nai B'rith, en arrivent à proposer de saper les fondements de la démocratie en créant une juridiction politique européenne indépendante de toute légitimité populaire.

Réseau Voltaire

Patrick J. Buchanan



Patrick J. Buchanan a été assistant des présidents Nixon, Ford et Reagan. Il a brigué plusieurs fois l'investiture républicaine pour l'élection à la présidentielle avant de se présenter indépendamment des deux grands partis états-uniens en 2000. Il dirige le magazine *The American Conservative*.

« Que nous apprêtons-nous à faire en Ukraine ? »

Source : Antiwar.Com

Référence : « What Are We Up to - in Ukraine ? », par Patrick J. Buchanan, *Antiwar.Com*, 6 décembre 2004.

Dans les années 40, quand les staliniens ont pris la Tchécoslovaquie, les agents de l'ex-OSS ont transféré des mallettes d'argent en direction de la France et de l'Italie pour s'assurer que les communistes ne gagneraient pas les élections. Dans les années 50 la CIA renversa les gouvernements en Iran et au Guatemala et dans les années 80, elle soutint Solidarnosc. Beaucoup d'entre nous ont applaudi parce qu'ils estimaient que la défense de l'Occident et de la liberté passaient par là. Par contre, quand l'Afrique du Sud a voulu racheter le *Washington Star* dans les années 80 ou quand la Chine a financé la campagne électorale de Bill Clinton, nous avons été indignés.

Aujourd'hui, utilisons-nous encore les méthodes de la Guerre froide ? Sommes-nous des hypocrites concernant la démocratie globale ? Selon le *Guardian* et d'autres sources, la **National Endowment for Democracy** (NED), l'Usaid, la Freedom House, la Carnegie Endowment for International Peace et l'Open Society Institute de George Soros ont financé la campagne de **Viktor Yushchenko**. Jonathan Steele a dénoncé ces méthodes et notamment le financement des sondages sortis des urnes.

Lorsque les résultats du scrutin ont été connus, les partisans des deux camps sont descendus dans la rue, mais seules les manifestations de l'opposition ont reçu une couverture médiatique. Les partisans de Yanukovich descendus dans la rue ont été présentés comme de pauvres gens qui y avaient été forcés. Il s'agit là des mêmes méthodes utilisées à Belgrade et les manifestations de l'opposition ont la même réalité que la guerre des États-Unis contre l'Albanie dans le film *Des Hommes d'influence*. Selon Jonathan Steele, nous jouons avec le feu en provoquant la Russie. Nous ferions mieux d'instaurer un dialogue avec elle. Nous devons lancer une enquête sur la façon dont la NED utilise ses fonds.

Nadia Diuk

Nadia Diuk est directrice de la National Endowment for Democracy (NED) pour l'Europe et l'Eurasie. Elle était en Ukraine lors du second tour de l'élection présidentielle ukrainienne le 21 novembre.

« En Ukraine, une liberté indigène »

Source : Washington Post
, Christian Science Monitor
Référence : « In Ukraine, Homegrown Freedom », par Nadia Diuk, *Washington Post*, 4 décembre 2004.
« In Ukraine, homegrown freedom », *Christian Science Monitor*, 8 décembre 2004.

Il y a quelque chose de familier dans l'atmosphère à Kiev la semaine dernière, la même chose que j'avais ressenti à Varsovie en 1980. À ce moment-là, c'était le symbole de Solidarnosc qui rassemblait toute une série d'aspirations.

Aujourd'hui, pour les Ukrainiens, c'est la couleur orange. Toutefois, certains, influencés par les propagandistes du Kremlin, affirment que cette révolution est orchestrée par l'Occident suivant un modèle construit par les fondations pro-démocratiques occidentales.

Dans toutes les élections contestées des cinq dernières années, le déroulement a été le même : le pouvoir central a essayé de falsifier les élections. Dans chaque cas, des ONG se sont mobilisées en faisant des sondages sortis des urnes et en surveillant le déroulement des scrutins. C'est ce que nous avons fait en Ukraine également. Aucun de ces efforts n'aurait eu d'impact sans l'écho donné à ces opérations par la presse indépendante. Des médias libres, même peu nombreux, ont eu un rôle vital dans la révolution géorgienne et en Ukraine, les médias électroniques ont été décisifs. Les groupes d'actions civiques ont eu un rôle déterminant et notamment les groupes de jeunes, qui ont représenté l'avant-garde du mouvement.

Certains pensent que la similarité des méthodes prouve que les derniers renversements de gouvernements autocratiques font partie d'un complot états-unien, mais il ne s'agit que de l'expression du désir de liberté dans la région.

Salomé Zourabichvili



Ancienne représentante de la France au Conseil de l'OTAN puis ambassadrice de France en Géorgie, Salomé

« Entretien avec Salomé Zourabichvili »

Source : Le Monde
Référence : « Entretien avec Salomé Zourabichvili », par Salomé Zourabichvili, *Le Monde*, 8 décembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

La vraie question avec les Russes est de savoir s'ils vont tirer les bonnes leçons de la crise ukrainienne, comprendre qu'ils ne peuvent plus dominer, qu'un retour en arrière n'est plus possible. Le problème est que l'on ne sait pas où ils en sont et nous ne sommes pas fixés sur leurs motivations profondes. Si c'était le cas, nous pourrions négocier. Il y a des phases où je suis pessimiste, où je

Zourabichvili est ministre des Affaires étrangères de Géorgie.

pense qu'ils ne changeront jamais, d'autres où j'ai l'impression, au contraire, qu'ils bougent. J'ai l'espoir que l'Ukraine va déclencher une réflexion. Nous avons un problème analogue avec les Européens et nous n'arrivons pas à savoir si les Européens sont prêts à s'engager en Ukraine et dans le Caucase. Ils semblent craindre une confrontation avec la Russie alors qu'on ils peuvent s'engager sans en arriver à l'affrontement.

La situation en Ukraine change tout pour la Géorgie car cela fait progresser la démocratie dans la région alors qu'avant nous étions seuls. C'est une tout autre situation que d'avoir à nos côtés un deuxième pays démocratique de 50 millions d'habitants. Cela veut dire, par exemple, que la mer Noire devient un bassin démocratique. Face à cette situation, l'Union européenne doit construire une nouvelle stratégie et négocier avec la Russie concernant l'avenir de la région. Si on a seulement les Russes et les Américains face à face, cela risque de se transformer à tout moment en confrontation. L'arrivée d'un troisième acteur peut changer cette perception pour Moscou.

Tinatin Khidasheli

Tinatin Khidasheli est présidente de la Georgian Young Lawyers' Association et membre du World Fellows Program.

« Géorgie : la révolution de la Rose s'est fanée »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Georgia : The Rose Revolution has wilted », par Tinatin Khidasheli, *International Herald Tribune*, 8 décembre 2004.

Il y a un an, la Géorgie célébrait la victoire de la démocratie sur un régime autoritaire. Ce soir là, il nous a semblé que nous pourrions enfin établir un État de droit et que les citoyens seraient traités avec égalité et respect. Beaucoup pensent aujourd'hui que nos attentes étaient trop élevées, mais je ne le pense pas. Saakashvili avait un mandat fort de la population pour promouvoir les Droits de l'homme et j'espérai qu'il allait mettre en place un nouveau type de gouvernement. Mes espoirs ont été déçus.

Malgré la célébration de la Révolution de la Rose, un an après, on constate que le gouvernement a trahi ses engagements. Saakashvili a amendé la constitution pour consolider son pouvoir au détriment du Parlement. Il a imposé la censure et fait fermer trois stations de télévision. Un rédacteur en chef d'un journal a été arrêté pour possession de drogue après avoir critiqué Saakashvili, inutile de préciser qu'il n'a jamais touché à de la drogue de sa vie. De même, un parlementaire a vu son habitation perquisitionnée par la police qui a trouvé des armes dans la chambre de ses enfants.

Pourtant, la révolution géorgienne, même si les espoirs suscités ont été déçus, reste un modèle pour la région et a inspiré les Ukrainiens à qui il faut souhaiter d'avoir plus de chance. Aujourd'hui, en Géorgie, il faut renverser la tendance et faire cesser la répression gouvernementale.

Kemal Dervis



Ancien expert de la Banque mondiale, Kemal Dervis est devenu ministre de l'Économie en Turquie, puis parlementaire (centriste atlantiste).

« Les atouts de la Turquie »

Source : Le Figaro

Référence : « Les atouts de la Turquie », par Kemal Dervis, *Le Figaro*, 7 décembre 2004.

Nous tous, qui partageons une même passion pour l'Europe, avons espéré que l'année 2004 serait marquée par un nouvel élan européen, mais nous n'avons vu que les doutes sur le projet constitutionnel, la très faible participation aux scrutins européens et une poussée des partis extrémistes anti-européens. C'est sur cette toile de fond qu'un vif débat s'est installé sur le rôle et la place de la Turquie dans l'Union européenne, en France en particulier. Ce débat est lié aux grandes questions que sont les frontières de l'Europe, les relations entre l'Europe et l'islam et le rôle de l'Europe dans le monde, des questions qui reviennent souvent quand il est question de la Turquie, mais qui sont des questions auxquelles la Turquie devra répondre de toute façon.

Face à ces doutes, des Européens convaincus battent en retraite, avancent qu'on ne devrait pas procéder à d'autres élargissement avant d'avoir consolidé l'édifice ou regrettent même l'élargissement de 2004, estimant qu'il aurait mieux valu adopter la Constitution au préalable. En fait personne ne peut connaître l'avenir et on peut se dire que si une Europe plus puissante aurait pu éviter le drame dans les Balkans, sa diffusion rapide dans les pays de l'Est a accéléré la démocratisation de ces pays. Il est vrai qu'il aurait été préférable de mettre en place une nouvelle Constitution avant l'élargissement, mais l'Histoire en a décidé autrement et je pense que refuser le cadre européen aux pays de l'Est aurait créé des problèmes bien plus graves.

Le projet européen a relevé de grands défis en 50 ans : la réconciliation franco-allemande, la reconstruction économique après une guerre dévastatrice, le développement d'une économie de marché à caractère social, la création d'un marché unique et d'une monnaie européenne. À chaque pas, il a fallu donner confiance et vaincre les résistances. Aujourd'hui, le défi auquel fait face l'Europe est d'étendre la zone de paix qu'elle a créée vers le sud et la Méditerranée. Il faut non seulement qu'elle accepte, mais qu'elle encourage le développement en son sein d'une sensibilité culturelle musulmane comme composante à part entière de l'Europe du XXI^e siècle. Il faut admettre que ce ne sera pas une chose facile, mais il n'y a pas d'autres voies possibles. Et c'est la raison fondamentale pour laquelle il faut vouloir une Turquie forte et prospère intégrée à l'Europe, non pas dans un avenir très lointain, mais à temps pour que, tous ensemble, nous parvenions à endiguer la marée montante des fanatismes et des angoisses. Pour réussir, il faut que l'Europe donne l'exemple, génère un enthousiasme par son ambition, conquiert les esprits par sa vision et refuse l'immobilisme. Il est bon de voir que la jeunesse le sent. Les sondages rapportent que plus de 60 % des Français entre 18 et 24 ans évoquent de façon positive le début des négociations d'adhésion avec la Turquie. Le succès de cette nouvelle phase de l'aventure européenne ne sera possible que grâce au courage et à la volonté d'avenir des jeunes Européens.

Avinoam Bar Yosef

Avinoam Bar Yosef est le directeur du Jewish People Policy Planning Institute, un organisme créé par l'Agence juive et présidé par Dennis Ross.

« Il pourrait devenir leur Mandela »

Source : Ha'aretz

Référence : « He'll yet be their Mandela », par Avinoam Bar-Yosef, *Ha'aretz*, 7 décembre 2004.

Au printemps 1985, j'étais le seul journaliste israélien à couvrir une manifestation anti-israélienne devant l'université Bir Zeit. Il y avait une atmosphère électrique et cela aurait pu tourner au lynchage si un homme, d'un geste, n'avait calmé la foule. Cet homme, c'était Marwan Bargouthi et ce jour là nous sommes devenus amis. J'apprends qu'il avait acquis cette autorité non pas par les compromis et la corruption, mais par son travail acharné dans les camps de réfugiés palestiniens.

Je l'ai fréquenté jusqu'au début de l'Intifada en septembre 2000 et j'ai été dégoûté par la violence qu'il défendait. Aujourd'hui, je pense qu'il mérite ses cinq condamnations à la prison à vie par la justice israélienne.

Malheureusement, la violence est une composante essentielle du conflit et aucun des dirigeants palestiniens actuels n'a les mains propres. En outre, ils sont corrompus et cela leur a fait perdre toute crédibilité auprès des Palestiniens. Si on veut profiter de la fenêtre d'opportunité offerte par la réélection de **George W. Bush** et la mort de **Yasser Arafat**, il faut que des décisions stratégiques soient prises : Israël doit faire des concessions douloureuses et les Palestiniens doivent reconnaître la légitimité d'Israël, ce qui signifie un abandon du droit au retour et un accord garantissant une majorité juive dans les frontières israéliennes réduites.

Pour cela, il faut négocier et Israël serait avisé de prendre contacts avec Bargouthi, un homme qui a le potentiel pour devenir le Mandela palestinien.

Michaël Chetrit

Juriste européen, Michaël Chetrit est chargé de mission auprès du B'nai B'rith dont il était l'un des représentants à la conférence de l'OSCE sur le racisme et l'antisémitisme lors de la conférence de juin 2004.

« Pour une instance européenne de l'audiovisuel »

Source : Le Figaro

Référence : « Pour une instance européenne de l'audiovisuel », par Michaël Chetrit, *Le Figaro*, 7 décembre 2004.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) dit n'avoir conventionné la chaîne *Al Manar*, le 19 novembre dernier, que pour se conformer à l'arrêt du Conseil d'État du 20 août 2004, mais en fait le CSA a toujours affirmé qu'il renoncerait à demander l'interdiction si celle-ci consentait à signer une convention. Dès lors, le Conseil d'État a conclu à la possibilité pour le CSA de signer une convention avec *Al Manar*, mais également de la refuser.

Le CSA a finalement accepté de conventionner la chaîne. Les raisons de ce choix sont multiples : les menaces qui planent sur la diffusion des médias français au

Moyen-Orient, RFI notamment, et surtout **la crise des otages français en Irak**. Le gouvernement est soumis à des contraintes diplomatiques et sécuritaires importantes, on le voit. Toutefois, devant le tollé soulevé par l'affaire, **Jean-Pierre Raffarin** a annoncé au Sénat la prochaine résiliation de la convention signée par le CSA, tout en précisant que l'interdiction de diffusion ne pouvait pas légalement être prise immédiatement. En fait, le CSA peut prononcer immédiatement la résiliation de la convention. *Al-Manar* pourra contester cette décision devant le Conseil d'État qui devrait, sans difficulté, donner droit au CSA.

Si on veut affranchir les pays européens des contraintes diplomatiques qui pèsent sur chacun d'eux dans leur lutte contre la propagande véhiculée par les chaînes satellitaires et par l'Internet, il faut créer une instance européenne de l'audiovisuel, indépendante et à caractère juridictionnel. C'est ce qu'a proposé le **B'nai B'rith** à la conférence de l'OSCE de juin 2004 et **Dominique Baudis**, le 1er décembre. Les diverses autorités de régulation nationales continueraient à exercer leurs compétences au niveau national, mais seule une autorité européenne de l'audiovisuel disposerait de suffisamment d'indépendance et de poids pour s'entendre avec un satellite comme Arabsat pour empêcher la diffusion d'*Al Manar* en Europe. les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) ne sauraient être exclus du champ de compétence d'une telle autorité. Le caractère audiovisuel de l'Internet ne fait plus de doute et, sur le plan technique, un tel contrôle ne pose plus de difficulté.

La capacité d'une telle autorité à pacifier le paysage audiovisuel européen, dans un contexte de montée des intégrismes, dépendra grandement à la fois de sa construction et de sa mise en œuvre. Toutefois, le simple renforcement des pouvoirs d'un collège des régulateurs européens ne devrait pas être en mesure de lever les contraintes que fait peser sur les États européens la lutte contre les organes de propagande porteurs de haine et attentatoires à la dignité humaine, des femmes et des mineurs notamment.